LE PEUPLE
AU-DESSUS
DU PROFIT

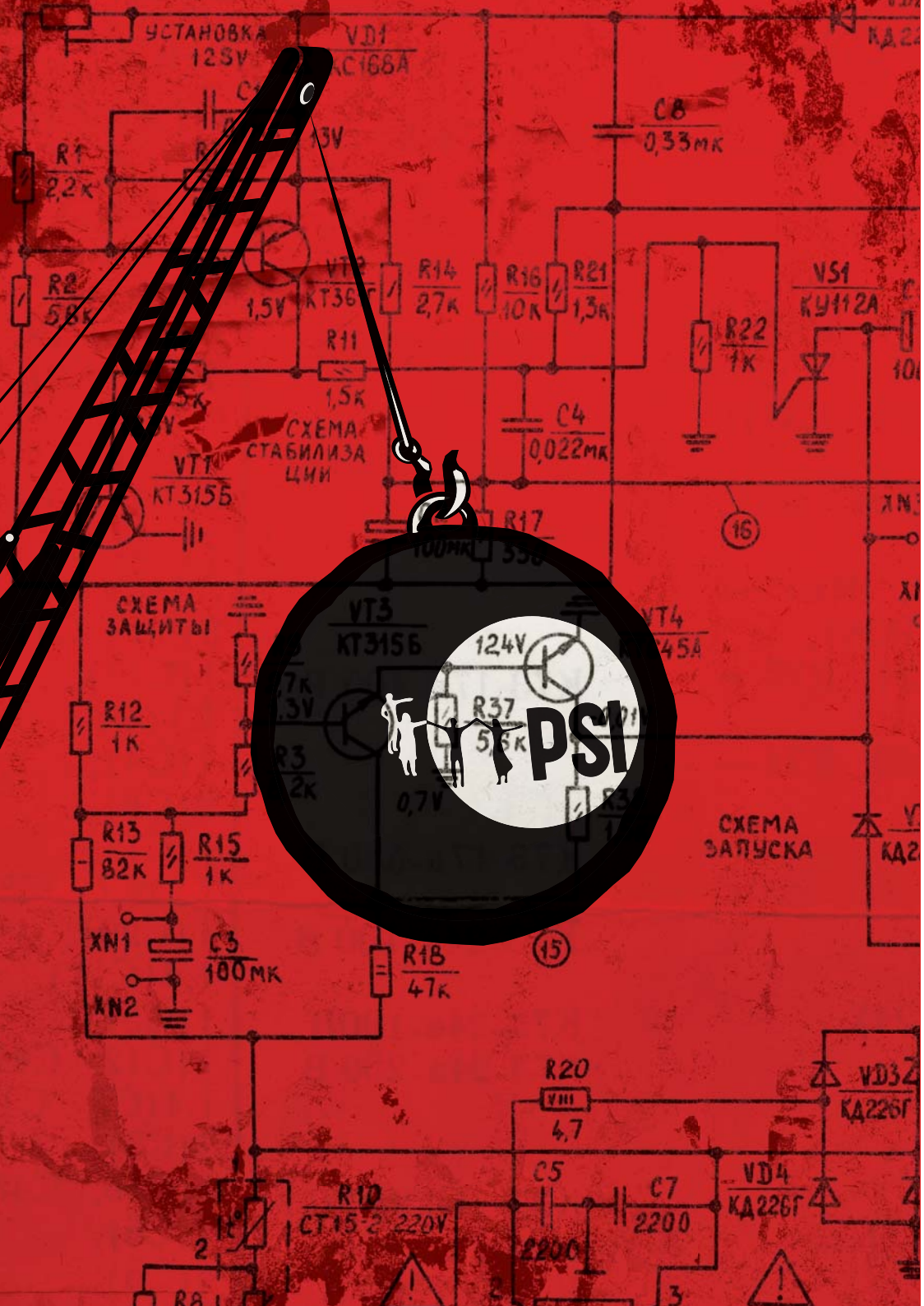
INTERACTIF

GENÈVE
2017

GUIDE

30E CONGRÈS MONDIAL

INTERNATIONALE
DES SERVICES PUBLICS



Bienvenue au 30ème Congrès mondial de l'ISP!

Tous les cinq ans, le Congrès de l'ISP offre l'opportunité d'établir des contacts syndicaux et politiques, de partager des expériences syndicales, de débattre de politiques et d'inspirer des actions.

Nous adoptons également notre Programme d'action pour les cinq prochaines années - un document ambitieux élaboré en consultation avec les régions et les affiliés au cours des 12 derniers mois. Mais pour rendre notre programme réel, nous avons besoin que tout le monde soit impliqué.

Alors que les débats formels se dérouleront pendant le Congrès, nous avons préparé également une série d'activités interactives afin que vous puissiez réagir de manière informelle.

Une partie passionnante de cette expérience est le programme social et culturel conçu pour compléter l'agenda politique - rencontrer d'anciens amis et s'en faire de nouveaux, écouter des histoires, partager des idées et construire un mouvement plus fort.

Ce Guide Interactif vous aidera à participer à ces événements et forums en ligne qui créent des occasions de réseautage, de solidarité, d'échange culturel et (surtout) de plaisir.

Comme Emma Goldman a dit : "Si je ne peux pas danser, je ne veux pas faire partie de votre révolution."

Au nom de toute l'équipe de l'ISP, je vous remercie de votre participation à cet événement important et me réjouis de ce programme productif et passionnant.

ROSA PAVANELLI
SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE L'ISP

6 Horaires

8 Application dédiée au Congrès

10 Céremonie d'ouverture
18:00-20:00 30 Oct

DÉBAT 1
12 À la croisée des chemins:
Le peuple au-dessus du profit!
10:30-12:00 31 Oct

DÉBAT 2
16 Notre santé n'est pas à vendre:
Il y a un droit à la santé!
15:30-16:45 31 Oct

DÉBAT 3
20 Plus qu'un emploi : L'avenir du travail dans la fonction publique
08:00-09:30 1 Nov

DÉBAT 4
24 Paradis ou enfer? Urbanisation durable et services publics
11:15-12:15 1 Nov

DÉBAT 5
28 Pour le plus grand nombre:
Des services publics pour une économie mondiale juste
14:15-15:15 1 Nov

DÉBAT 6
32 Administration publique :
À vendre au plus offrant?
16:30-17:30 1 Nov

DÉBAT 7
36 L'infrastructure à l'ère de l'austérité
10:15-11:15 2 Nov

DÉBAT 8
40 Rien dans notre dos – pas de décision sans consultation
14:00-15:15 2 Nov

DÉBAT 9
44 Du pain et des roses :
Faim du cœur, faim du corps
09:00-10:00 3 Nov

48 Éventements Sociaux et Culturels

52 Application dédiée au Congrès

56 Affiliés contributeurs

	DIM 29 OCT			LUN 30 NOV		
08:00						
08:30						
09:00	APREC	AFREC	IAMREC	WOC	FORUM LGBT ISP-IE	SYMPOSIUM ISP-FES ILO SALLE IX
09:30	SALLE 15	SALLE 18	SALLE 5+6	SALLE 5+6	SALLE 3+4	
10:00						
10:30						
11:00						
11:30						
12:00	DÉJEUNER			DÉJEUNER		
12:30						
13:00						
13:30	COMITÉ EXÉCUTIF EPSU	SÉMINAIRE DES JEUNES TRAVAILLEURS		EB-151	FORUM LGBT ISP-IE	SYMPOSIUM ISP-FES Cont'd
14:00						
14:30						
15:00	SALLE 5+6	SALLE 3+4		SALLE 5+6	Cont'd	
15:30						
16:00						
16:30						
17:00	SOC					
17:30	SALLE 5+6					
18:00				OUVERTURE DU CONGRÈS		
18:30		CONFÉRENCE PUBLIQUE ISP-IE LGBTI		SALLE 1+2 *Violonissimo*		
19:00						
19:30						
20:00		ÉVÈNEMENT SOCIAL		COMMISSION DE VÉRIFICATION DES POUVOIRS		
20:30				SALLE 12		
21:00						
21:30						
22:00						
22:30						
23:00						

INSCRIPTION: 12:00-19:00H

INSCRIPTION: 08:00-17:00H

	MAR 31 OCT		MER 1 NOV		JEU 2 NOV	VEN 3 NOV
08:00	SOC*					
08:30						
09:00						
09:30						
10:00	CONGRÈS		CONGRÈS		CONGRÈS	CONGRÈS
10:30	SALLE 1+2+3+4		SALLE 1+2+3+4		SALLE 1+2+3+4	SALLE 1+2+3+4
11:00						
11:30						
12:00						
12:30						
13:00	DÉJEUNER		DÉJEUNER		DÉJEUNER	DÉJEUNER
13:30						
14:00						
14:30						CÉRÉMONIE DE CLÔTURE
15:00						SALLE 1+2+3+4
15:30	CONGRÈS		CONGRÈS		CONGRÈS	
16:00						WOC
16:30						
17:00					SOC*	EB-152
17:30						SALLE 5+6
18:00						
18:30	SOC*		MUSÉE DE LA CROIX-ROUGE	SOC*		
19:00		GALA ISP ÉVÈNEMENT SOCIAL				
19:30						
20:00			ONE DAY FILM ISP	JEUNES TRAVAILLEURS ÉVÈNEMENT SOCIAL		
20:30						
21:00						
21:30						
22:00						
22:30						
23:00						

**Réunion sur les résolutions d'urgence* - SALLE 5+6 - *séance à huis clos.*

APPLICATION DÉDIÉE AU CONGRÈS

Nous vous avons invité par email à télécharger l'application PSI Events que nous utiliserons pendant le Congrès et à vous y inscrire.

Le message vous est adressé par l'ISP – Internationale des Services Publics et le sujet est : Invitation – Application événements du 30ème Congrès mondial de l'ISP. Veuillez vérifier dans vos 'courriers indésirables' si vous ne voyez pas ce message dans votre boîte mail.

Avant de pouvoir télécharger l'application ou l'utiliser sur votre navigateur Internet, vous devez vous inscrire – veuillez suivre les instructions qui figurent dans le message d'invitation.

L'application PSI Events peut être téléchargée et installée sur tous les appareils Android et Apple (téléphones portables et tablettes), mais PAS sur un téléphone Windows. Les utilisateurs/trices de téléphones Windows peuvent accéder à l'application via ce lien : **http://psicongress2017.eventdrive.com** (après inscription!)

Nous vous inviterons également à vous inscrire à certains événements sociaux et culturels organisés par l'ISP. Le nombre de participant(e)s étant parfois limité, les places seront attribuées selon le principe du« premier arrivé, premier servi».

Merci de vous inscrire uniquement aux événements auxquels vous êtes sûr(e) de participer.

Vous pouvez vous inscrire ou vous désinscrire à tout moment en suivant les instructions reçues dans notre premier message d'invitation. Pensez à le conserver! Si vous avez besoin d'aide, n'hésitez pas à envoyer un courrier électronique à l'adresse **campaigns@world-psi.org** ou à contacter le service d'aide de l'ISP au Congrès.

Nous vous encourageons à compléter votre profil personnel, car cela vous permettra de rencontrer d'autres participant(e)s au Congrès et de communiquer avec eux/elles!

Nous vous invitons également à commencer dès maintenant à partager votre expérience du Congrès dans la section «Exprimez-vous». Racontez-nous comment se passe votre voyage, partagez des photos et des commentaires, et parlez-nous des travailleurs/euses du secteur public que vous avez rencontré(e)s en chemin ainsi que du rôle qu'ils/elles ont joué dans votre voyage ! Si vous tweetez en utilisant le hashtag #PSICongress2017, vos tweets apparaîtront également dans l'application!

INSTRUCTIONS

0 Vous pouvez trouver l'email d'inscription dans votre boîte mail.

1 Cliquer sur le bouton **INSCRIPTION** ci-dessous pour accéder à votre formulaire prérempli.

2 Descendre en bas de la page et créer votre mot de passe.

3 Confirmer votre mot de passe.

4 Cliquer sur le bouton **ENVOYER**.

5 Sélectionner les événements sociaux auxquels vous souhaitez participer.

6 Cliquer sur le bouton **INSCRIPTION** (ou ignorer cette étape si vous ne souhaitez pas assister à l'événement social). Vous pouvez retourner à tout moment au formulaire d'inscription pour vous inscrire à un autre événement social en suivant les mêmes étapes.

7 Télécharger l'application sur le Google Play Store ou l'App Store (entrer les termes « PSI Events App » dans la barre de recherche).

8 Que vous utilisiez votre téléphone/tablette ou votre ordinateur, vous devrez vous connecter en indiquant votre adresse e-mail et en saisissant le mot de passe que vous venez de créer.

30
OCT

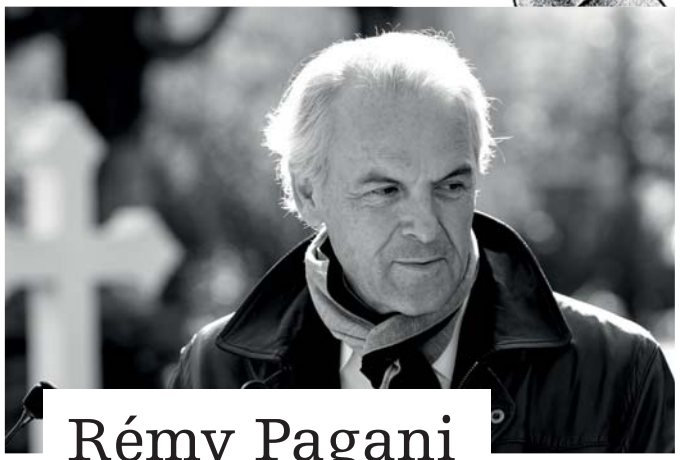
LUNDI

Dave Prentis

PRÉSIDENT, INTERNATIONALE DES SERVICES PUBLICS, UNISON, ROYAUME-UNI

François Longchamp

PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ETAT, RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE, SUISSE



Rémy Pagani

MAIRE DE GENÈVE, VILLE DE GENÈVE, SUISSE

CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

CICG - SALLE 1+2

18:00-20:00

Stefan Giger

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, SSP-VPÖD, SUISSE

Sharan Burrow

SECRÉTAIRE GÉNÉRALE, CONFÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE (CSI), AUSTRALIE

I

PREMIER DÉBAT

À LA CROISÉE DES CHEMINS

Le peuple au-dessus du profit!

Animé par Owens Jones, militant et commentateur du Guardian.

INTERVENANTS

Rosa Pavanelli Secrétaire générale, ISP

Tefere Gebre Vice-président, AFL-CIO, Etats-Unis

Sahar Desouki Ibrahim Fouad Vice-présidente, Syndicat des employés du secteur des sciences de la santé (UHSE), Egypte

Frank Bsirske Président, Ver.di, Allemagne

Magdelena Sepúlveda Associée de recherche principale, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD)

Le monde compte suffisamment de richesse pour que chacun puisse mener une existence digne et satisfaisante. Toutefois, la conception du système actuel est telle que la richesse n'est pas redistribuée à ceux/celles qui la créent, ni à ceux/celles qui en ont le plus besoin.

À travers le monde, les droits de l'homme sont une utopie, les inégalités se creusent et l'austérité décidée dans le sillage de la crise financière mondiale a engendré du chômage et des attaques à l'encontre des services publics et des droits des travailleurs/euses. En de nombreux points du globe, le colonialisme à l'ancienne a cédé la place à un nouveau colonialisme économique. Nous sommes confrontés à un nivellement par le bas en matière de fiscalité, de droits des travailleurs/euses et de normes environnementales.

Les bénéfices des entreprises s'envolent et le pouvoir est passé entre les mains des élites fortunées qui en usent pour influencer les gouvernements, les médias et les élections. L'orthodoxie du marché domine les grands courants politiques et tout discours alternatif est largement ignoré, conduisant à un désengagement populaire, au ressentiment et à des clivages sociaux. À mesure que s'amenuise la confiance dans les institutions publiques, nous assistons à une progression du nationalisme, du racisme et des politiques réactionnaires, alors que l'action sur le changement climatique piétine. L'hostilité à l'égard des migrant(e)s, des réfugié(e)s et autres groupes vulnérables se fait plus virulente à bien des endroits.

Les syndicats et leur rôle au sein de la société sont souvent remis en question parce qu'ils représentent les derniers mouvements démocratiques de masse à défendre des alternatives progressistes. Ces attaques s'inscrivent dans le cadre d'une tendance croissante à limiter le rôle des partenaires sociaux, affaiblir les droits de l'homme et porter atteinte à la démocratie.

Dans un monde globalisé, chacun de ces défis parait immense, complexe et soumis à contestation. Pourtant, de simples interrogations permettront d'y répondre : souhaitons-nous faire passer le peuple avant le profit ? Voulons-nous un monde où la richesse, le pouvoir et les privilèges se trouvent concentrés entre les mains d'une minorité et non dans celles de la collectivité ? Sommes-nous disposés à défendre les droits fondamentaux de la personne et la dignité ? Nous sommes nombreux à choisir l'humain avant le profit et à riposter – et les syndicats sont la clé du succès de ces luttes.

31 Oct

10:30-12:00

Les partis d'extrême droite ont remporté plus de 20% des voix dans plus de la moitié des élections européennes au cours des cinq dernières années - 30 millions de voix au total.

197 millions

de personnes sont actuellement sans emploi dans le monde - **12% de plus que le niveau d'avant la crise de 2007**

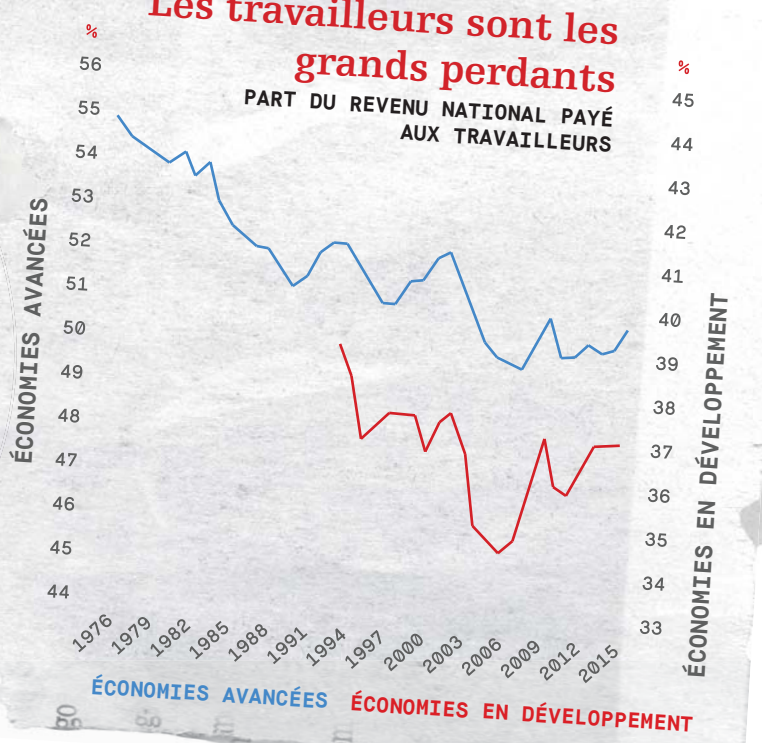
L'ONU estime qu'une hausse de température de **2 degrés** causera

- **250 000** décès climatiques par an
- Plus de **150 millions** de migrants climatiques
- **75%** des coûts de réduction des émissions de carbone proviendront des budgets publics.

Répartition mondiale de la richesse

Les travailleurs sont les grands perdants

PART DU REVENU NATIONAL PAYÉ AUX TRAVAILLEURS



Accès aux services sociaux (2015)

PERSONNES QUI N'ONT PAS ACCÈS À UNE SOURCE D'EAU POTABLE	663 MILLIONS
PERSONNES QUI N'ONT PAS ACCÈS À DES SANITAIRES	2,4 MILLIARDS
PERSONNES VIVANT DANS DES BIDONVILLES	880 MILLIONS

13.1% Taux de chômage des jeunes - 3 fois le taux de chômage des adultes

"Une merde politique totale"

La réponse du PDG Tim Cook à la décision de l'UE ordonnant à Apple de payer $13 milliards en impôts (assez pour financer plus d'un demi-million de salaires des infirmières en Irlande, où les impôts sont dûs)

2

DEUXIÈME DÉBAT

NOTRE SANTÉ N' EST PAS À VENDRE:

Il y a un droit à la santé

Animé par Roberto Bissio, Directeur exécutif de l'Institut du Tiers monde

INTERVENANTS

Jim Campbell Directeur Département personnels de santé, Organisation mondiale de la Santé (OMS)

Dr Amit Sengupta Coordonnateur mondial adjoint, Mouvement populaire pour la santé, Inde

Irina Lizenko Présidente de l'organisation régionale de Vladivostok, Syndicat des travailleurs/euses du secteur de la santé de la Fédération de Russie (HWURF)

Judith Kiejda Assistante Secrétaire générale, Association d'infirmières et de sages-femmes de Nouvelle-Galles du Sud (NSWNMA), Australie

Boubacar Bobaoua Président, Syndicat Unique de la Santé et de l'Action Sociale (SUSAS), Niger

Carolina Ximena Espinoza Tapia Secrétaire générale, CONFUSAM, Chili

Depuis plus de cinquante ans, l'accès aux services de santé relève des droits de l'homme. Ce principe se reflète dans les constitutions de nombreux pays. En dépit d'améliorations significatives, notamment dans les pays industrialisés, nous sommes pourtant encore très loin de garantir le droit à la santé pour tous.

Bien que cette aspiration ne soit que rarement contestée, l'hégémonie rampante de la logique du marché compromet sa réalisation. Au prétexte que nous ne pourrions plus nous permettre d'investir davantage, les financements ont été réduits et une participation financière des usagers a été instaurée. Cette forme de marchandisation, ainsi que d'autres, creusent encore les inégalités en matière de santé. Chaque année, plus de 150 millions de personnes basculent sous le seuil de pauvreté en raison de dépenses de santé non couvertes par l'assurance-maladie.

Les PPP et les services privatisés détournent l'argent du système de santé pour remplir les coffres des entreprises. Les grandes sociétés du domaine de la santé et des assurances exercent des pressions sur les gouvernements tandis que les multinationales pharmaceutiques manipulent les règles du commerce international et de la propriété intellectuelle dans le but de protéger leurs bénéfices monopolistiques. La capacité à réagir aux crises est compromise, en particulier dans les systèmes de santé fragiles, à l'instar de l'Afrique touchée par Ebola.

Les recommandations de la Commission de haut niveau des Nations Unies sur l'emploi en santé et la croissance économique (UN COMHEEG), en 2016, démontrent les bienfaits pour l'économie de l'investissement dans les soins de santé. Les conclusions de la réunion tripartite de l'OIT, en 2017, mettent en lumière la nécessité d'éviter la pénurie mondiale prévue de 18 millions de travailleurs/euses de la santé en 2030. Ces recommandations et conclusions exigent que nous améliorions les conditions de financement, d'emploi et de travail dans le secteur des services de santé.

L'ISP y a répondu à travers le lancement, en 2016, de sa Campagne en faveur du droit humain à la santé. Parce que l'universalité des soins de santé n'est pas un rêve. Parce que les richesses mondiales sont bien assez suffisantes pour y parvenir. Parce que ce qui manque, c'est la volonté politique. Et nous devons œuvrer pour y remédier.

2 millions

de **morts infantiles** pourraient être évités si les dépenses privées en soins de santé étaient converties en dépenses publiques.

150 millions

de personnes souffrent de catastrophes financières chaque année parce qu'elles doivent payer pour des services de santé.

75%

des nouveaux médicaments approuvés aux États-Unis entre 1993 et 2004 provenaient de recherches financées par des fonds publics.

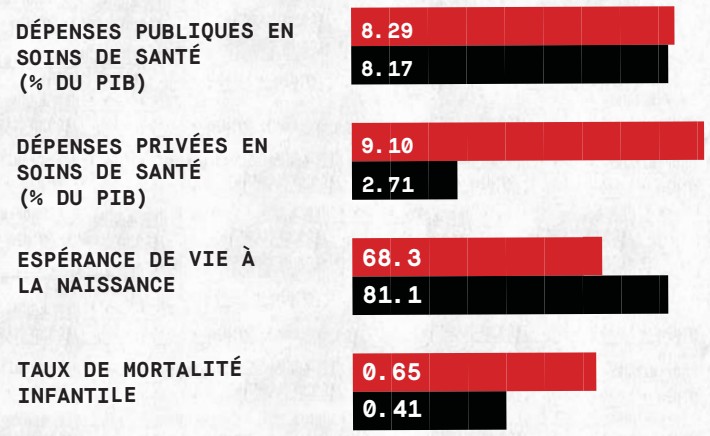
$50 milliards

Montant que l'Afrique perd dans les flux financiers illicites chaque année - principalement par évasion fiscale.

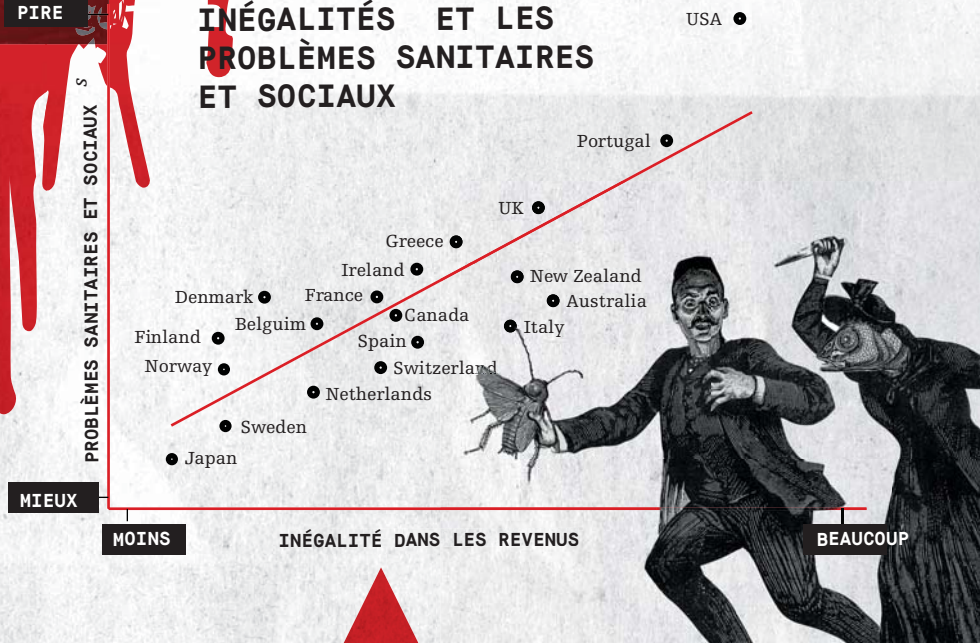
$7 milliards

Budget de la santé du Nigeria, le pays le plus peuplé du continent.

Dépenses de santé publiques et privées et résultats aux États-Unis et en Belgique



INÉGALITÉS ET LES PROBLÈMES SANITAIRES ET SOCIAUX



3

TROISIÈME DÉBAT

PLUS QU'UN EMPLOI: L'avenir du travail dans la fonction publique

Animé par **Nozipho Mbanjwa**, auteur et journaliste pour CNBC Afrique.

INTERVENANTS

Rosa Pavanelli Secrétaire générale, ISP

Guy Ryder Directeur général, Organisation internationale du Travail (OIT)

Karen Gregory Maître de conférences en sociologie numérique, Université d'Edimburg, Royaume-Uni

Serena Sorrentino Secrétaire générale, Funzione Pubblica CGIL, Italie

Annie Enriquez-Geron Présidente, Confédération syndicale indépendante des services publics (PSLINK), Philippines

Naoki Murakami Président, Conseil national des sapeurs-pompiers et travailleurs/euses ambulanciers/ères japonais(es)

Marcelo Di Stefano Secrétaire aux relations internationales, Association du personnel de l'Université de Buenos Aires (APUBA), Argentine

George Poe Williams Secrétaire général, Association nationale des travailleurs/euses de la santé du Liberia (NAHWAL)

Les personnes employées dans la fonction publique ne sont pas motivées uniquement par l'argent – elles servent également leur communauté. Pour ce faire, elles doivent pouvoir jouir de droits en tant que travailleurs/euses, de conditions de travail décentes, mais être impliquées dans la gestion des services qu'elles délivrent. Ce paradigme est en pleine évolution aux quatre coins de la planète.

Les développements économiques et technologiques – mais aussi politiques et idéologiques – remettent en question la manière dont les services publics sont fournis. Bon nombre des services auparavant délivrés par des fonctionnaires du gouvernement sont à présent assurés par le secteur privé ou le secteur sans but lucratif. Dans certains pays, même les fonctions centrales du gouvernement – comme l'administration de la justice et la sécurité – sont sous-traitées. Il en résulte de profonds changements en termes de conditions d'emploi, la désyndicalisation, la précarité de l'emploi et une évolution de la culture de prestation de ces services, s'écartant de la prestation de service à la communauté pour devenir une prestation axée sur le profit.

Dans le même temps, l'évolution technologique génère des possibilités permettant aux intérêts puissants de remodeler l'économie et notre conception en la matière. Les robots, l'économie de partage, l'économie de plateformes ou l'économie des applications, la société en réseaux – tous ces paramètres modifient la relation entre le travail et le capital et mettent à l'épreuve des concepts bien établis tels qu'« employé(e) » et « employeur », « salaires », « congé », « exploitation », « vie privée » et – plus important encore – le concept de « droits ».

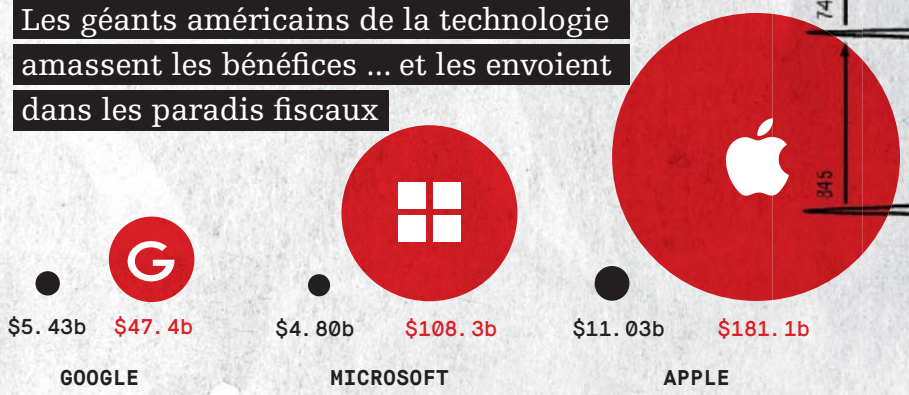
Pour comprendre et faire face à ces nouvelles formes de travail et de services publics, nous ne devons pas oublier que la technologie est possédée, contrôlée et promue par des acteurs sociaux affichant des intérêts particuliers. Et que ceux qui promeuvent les modèles privés de services publics agissent selon des motivations politiques, idéologiques et économiques.

Pour protéger les services publics et les droits des travailleurs/euses, il est essentiel de comprendre les tendances actuelles.

08:00-09:30 1 Nov

● BÉNÉFICES 2017 ● CASH OFFSHORE EN 2014

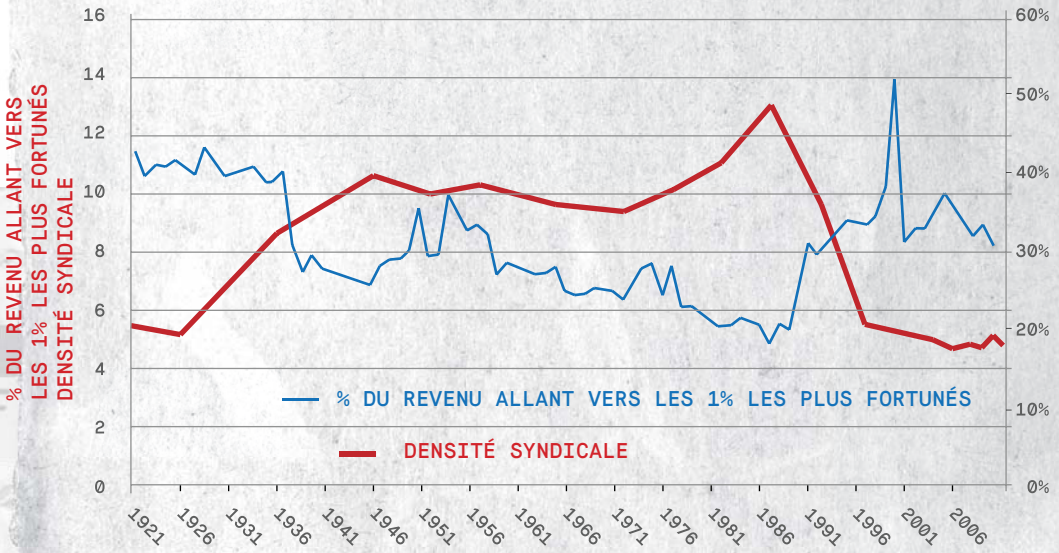
Les géants américains de la technologie amassent les bénéfices ... et les envoient dans les paradis fiscaux



Entre 20 et 30% de la main-d'œuvre aux États-Unis et en Europe travaille de manière indépendante dans ce qu'on appelle la « gig economy » - un tiers de ces travailleurs le font en dernier recours.

Une étude récente de Stanford Business School estimait que "les entrepreneurs en technologie espèrent massivement voir l'influence des syndicats diminuer."

Part du revenu des 1% par rapport à la densité syndicale (exemple Néo-Zélandais)



Au cours des 5 dernières années, 117 pays ont adopté des mesures et/ou des pratiques légales qui violent les normes internationales du droit à la grève.

Plus de 400 syndicalistes dans plus d'une douzaine de pays ont été assassinés depuis le dernier congrès de l'ISP.

4

QUATRIÈME DÉBAT

PARADIS OU ENFER: Urbanisation durable et services publics

Animé par **Jane Dudman**, éditrice du Public Leaders' Network du Guardian.

INTERVENANTS

Mark Hancock Président national, Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP)

Mette Nord Présidente du Syndicat norvégien des travailleurs/euses municipaux/ales et généraux/ales (Fagforbundet), Norvège

Ibrahim Khaleel Abdulkadir Président, Syndicat nigérian des employé(e)s des administrations locales (NULGE), Nigeria

Mariko Aoki Vice-présidente, Syndicat de tou(te)s les travailleurs/euses japonais(es) des préfectures et municipalités (JICHIRO)

Edgardo Bilsky Directeur de recherche, Cités et Gouvernements locaux unis (UCLG), Espagne

Le monde connaît actuellement l'urbanisation la plus rapide de l'histoire, sous l'effet des déplacements de population délaissant les zones rurales à destination des villes, en quête d'emplois et d'une vie meilleure. L'expansion urbaine a le potentiel de créer de la richesse et des possibilités, ou d'entraîner la pauvreté, la maladie et la misère ; nos choix de gestion urbaine sont ici déterminants.

Lorsqu'elles accueillent de nouveaux citadins, les collectivités urbaines gagnent en dynamisme et s'épanouissent dans la diversité, l'énergie et l'innovation. Des systèmes politiques ouverts, des services publics de qualité, une bonne planification et des emplois décents président à la réussite économique et sociale. Sans eux, les villes peuvent devenir des foyers de polarisation, avec d'une part des oasis embourgeoisées et de l'autre des ghettos qui déshumanisent les individus et leurs communautés.

L'enjeu réside dans la qualité de prestation des services publics par les autorités et dans le degré d'émancipation de ces communautés au sein des sphères politique, sociale et judiciaire de leurs villes.

Cet environnement exige un financement approprié au niveau municipal, une gouvernance inclusive, une imposition fiscale progressive, des pratiques policières justes, un écosystème durable qui soit compatible avec l'homme et l'accès universel à une éducation de qualité, à la santé, au logement, à l'eau, à l'assainissement, à l'énergie et aux transports. Il requiert également un niveau de préparation adéquat face aux urgences, afin de pouvoir intervenir et se remettre de tout type de catastrophe d'origine naturelle ou humaine. Rien de tout cela n'est possible sans un personnel dévoué, bien formé et rémunéré, issu de la communauté même et auquel on donne les moyens de travailler dans la dignité.

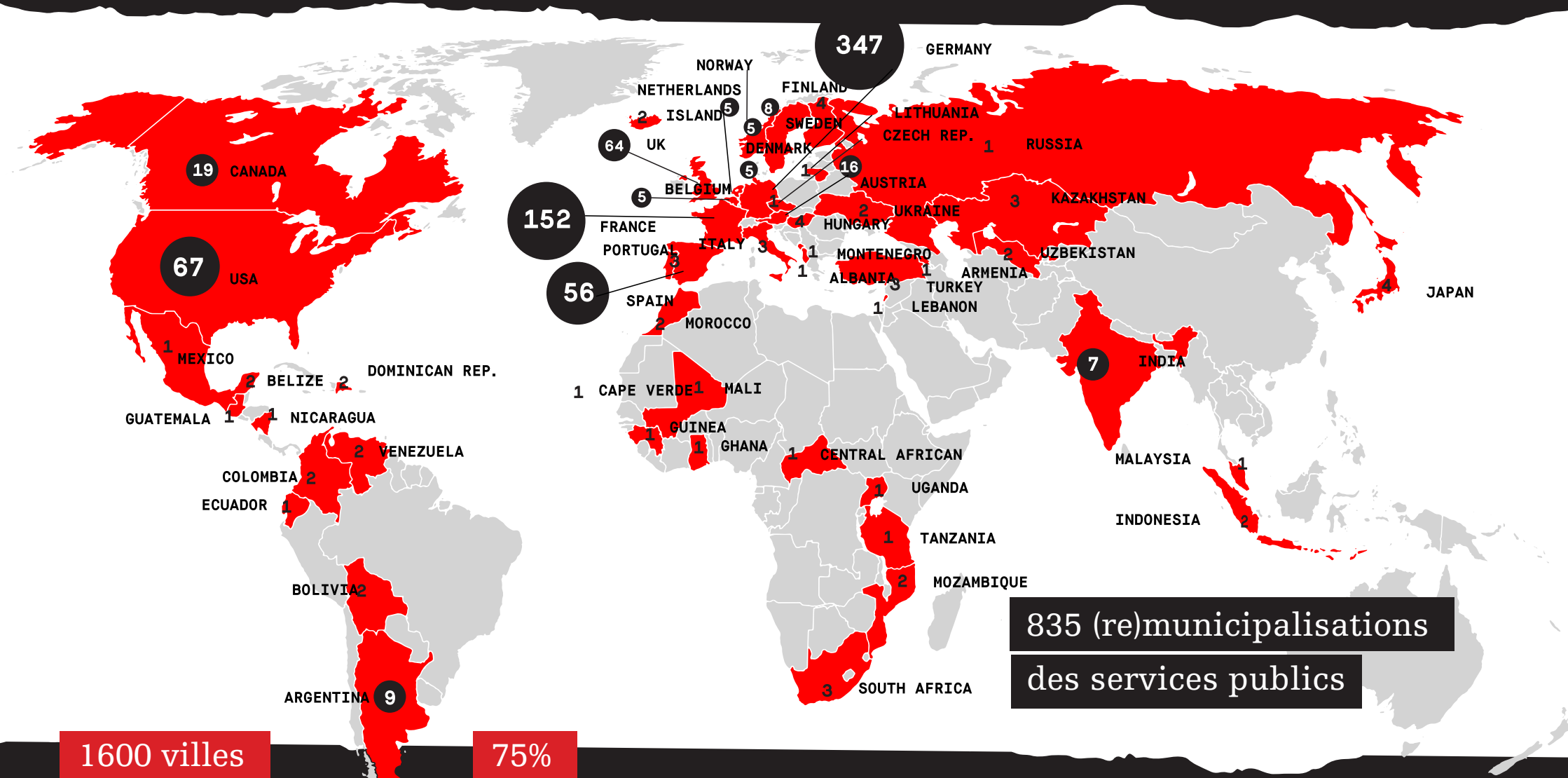
Lorsque ces services font défaut ou sont confiés à la sphère privée, et lorsque les fonctionnaires ne sont pas valorisés ou sont privés de leurs droits au travail, tout le monde en fait les frais.

11:15-12:15 1 Nov

54% de la population mondiale vit dans les villes aujourd'hui

Moins de 10% du total des dépenses publiques mondiales sont consacrées aux finances municipales

Le taux d'urbanisation mondial a augmenté de plus de 10% depuis 1990, ce qui a créé une pression sur l'approvisionnement en eau douce, les eaux usées, sur l'environnement et la santé publique.



835 (re)municipalisations des services publics

1600 villes

à **travers le monde** ont agi pour amener les services publics sous contrôle public

75%

des villes du monde ont des niveaux d'inégalités plus élevés qu'il y a vingt ans.

L'emploi formel n'a pas progressé parallèlement à l'urbanisation rapide des villes, exacerbant ainsi les inégalités sociales et économiques urbaines. Dans de nombreuses villes du monde, l'économie informelle est le principal secteur de production, d'emploi et de création de revenus. - ONU Habitat

5

CINQUIÈME DÉBAT

POUR LE PLUS GRAND NOMBRE:

Des services publics pour une économie mondiale juste

Animé par **Tove Maria Ryding**, responsable de la politique et du plaidoyer en matière de justice fiscale et de financement du développement au sein du Réseau européen sur la dette et le développement (Eurodad).

INTERVENANTS

Sanya Reid Smith Conseillère juridique et spécialiste du commerce, Réseau Tiers Monde

Ayuba Wabba Président, Conseil du travail du Nigeria

Dennis Kristensen Président Confédération des employé(e)s municipaux/ales, Danemark

Ann Pettifor Economiste, City University, London/New Economics Foundation

Pour instaurer un monde où les travailleurs/euses évoluent dans la dignité, où la planète est protégée et où chacun peut répondre à ses besoins élémentaires et s'accomplir pleinement, il faut un modèle économique différent de celui que nous connaissons.

Une économie pour le peuple ne peut être envisageable tant que le paradigme du marché et de la concurrence demeure omniprésent, entraînant un nivellement par le bas en matière de salaires, d'impôts, de prestation de services publics et de normes environnementales. Si le système actuel est politiquement viable, c'est uniquement parce que ceux qui en bénéficient ont délibérément créé une idéologie qui véhicule insidieusement de fausses croyances telles que l'inefficacité des services publics, leur incapacité à innover et le soi-disant fardeau qu'ils représentent pour l'économie.

Pourtant, les gens demeurent très attachés à la qualité des services publics dont ils bénéficient. Ils se battront pour les défendre et les développer si on leur présente des alternatives viables et performantes. On constate une certaine animosité du peuple envers les grandes sociétés prospères qui n'acquittent pas leur juste part d'impôt. Les collectivités se mobilisent toujours davantage en vue de stopper les accords commerciaux qui accentuent les inégalités, transfèrent des droits aux grandes sociétés et portent atteinte aux services publics.

Nous devons veiller à ce que les services publics reprennent leur place centrale dans la réalisation des droits de l'homme et au cœur de l'État démocratique – pour assurer la réglementation démocratique, soutenir le développement durable et fournir des services accessibles à tous. Nous devons valoriser les services publics, et les fonctionnaires, en raison de leur contribution économique mais aussi sociale. Notre capacité à progresser vers une économie plus juste dépend essentiellement de notre capacité à présenter des alternatives crédibles, à éduquer, à mobiliser l'opinion publique et à influencer la prise de décisions.

14:15-15:15 1 Nov

"De manière générale, augmenter les taux d'imposition ne dissuade pas les investissements"

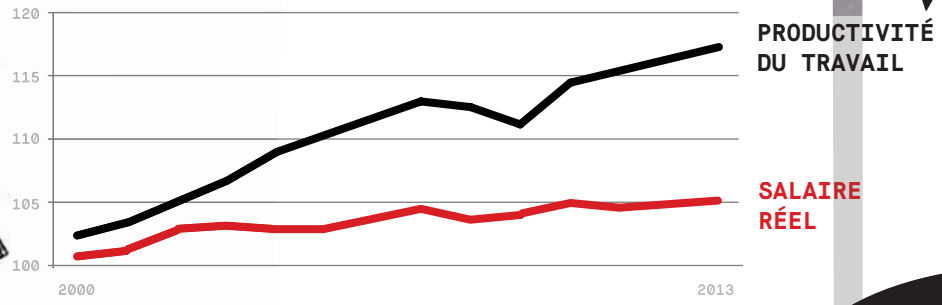
Le résultat d'une étude du FMI sur 44 pays en développement

12 dirigeants nationaux et 143 politiciens ont été nommés dans les Panama Papers

30%

des recettes fiscales du gouvernement des Philippines sont perdues à cause d'une mauvaise évaluation des prix - une astuce fiscale souvent utilisée par les grandes entreprises.

ÉVOLUTION DES SALAIRES MOYENS ET DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL DANS LES ÉCONOMIES AVANCÉES



1 milliard de dollars par an

Montant qu'une **Taxe Tobin** pourrait apporter aux budgets publics chaque année. Plus de 20 000 milliards sont actuellement stockés dans des comptes offshores - assez pour mettre fin à la pauvreté dans le monde dix fois.

"Toutes les technologies qui rendent l'Iphone intelligent sont également financées par l'Etat. Internet, les réseaux sans-fils, le GPS, la microélectronique, les écrans tactiles et les derniers assistants personnel SIRI activés par la voix "

MARIANA MAZZUCATO

La moitié des investissements dans les pays en développement passe par des paradis fiscaux.

L'OCDE estime que, dans les pays en voie de développement, pour chaque dollar reçu des aides au développement, trois dollars ont été envoyés dans les paradis fiscaux.

Dans les pays de l'OCDE, la valeur des services publics équivaut à **76% du revenu monétaire disponible chez les 20% les plus pauvres.**

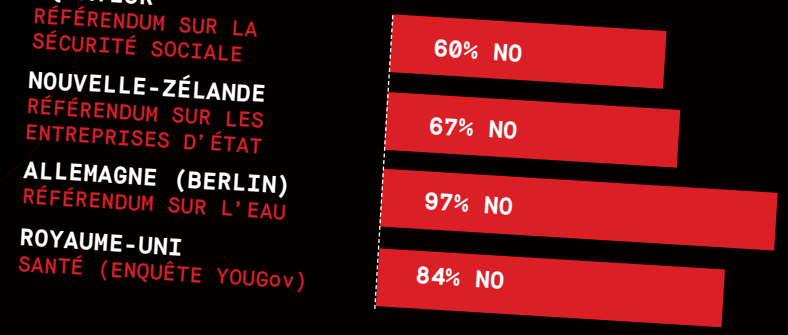
150 000 citoyens

ont écrit à l'UE sur le Règlement des différends entre investisseurs et États (ISDS), 97% d'entre eux rejetant ces privilèges.

$1,1 milliard

Montant payé par l'Équateur via l'ISDS à une compagnie pétrolière américaine - 90% de ses dépenses sociales

Que pensent les gens de la privatisation?



6

SIXIÈME DÉBAT

ADMINISTRATION PUBLIQUE:

À vendre au plus offrant ?

Animé par **Ögmundur Jónasson**, ancien ministre de l'Intérieur islandais et ancien membre du Conseil exécutif de l'ISP.

INTERVENANTS

Catherine Comte-Tiberghien Présidente, Syndicat du personnel de l'OIT

David J.Cox Président, Fédération américaine des employé(e)s du gouvernement (AFGE)

Ariel Pringles Secrétaire aux relations internationales, droits humains et institutionnels, Syndicat des employé(e)s de la justice nationale (UEJN), Argentine

Speaker Four (à confirmer)

L'assurance de services publics de qualité et d'un gouvernement démocratique exige indépendance et éthique en matière d'avis politiques, d'excellents administrateurs publics ainsi qu'une intense surveillance réglementaire. L'expérience et les faits montrent que les fonctionnaires doivent être libres de toute ingérence politique et que la fonction publique doit disposer d'une solide culture de l'indépendance et de l'engagement à servir la collectivité.

Mais la situation évolue. Plusieurs décennies d'austérité visant à priver le secteur public des ressources dont il a besoin, associées à une propagande sur l'efficacité supérieure du secteur privé, ont érodé les principaux piliers de l'administration publique. De plus en plus, l'élaboration des politiques est confiée à de grandes sociétés de conseil ayant des intérêts financiers dans les résultats visés et dont les employé(e)s se retrouvent tiraillé(e)s entre les hauts échelons de la fonction publique, le gouvernement et les entreprises. L'érosion de l'administration publique encourage la corruption, la mainmise des milieux d'affaires sur la vie politique et celle des entrepreneurs sur les services. La privatisation et l'externalisation suscitent une perte des compétences de base et du contrôle démocratique. La baisse du niveau des salaires, le déficit de formation et l'emploi précaire exacerbent encore cette situation.

Nous devons exiger un emploi titularisé afin de nous protéger contre l'ingérence politique, les intérêts particuliers, la manipulation politique et la corruption. Le personnel doit être convenablement formé pour garantir l'excellence de ses conseils et services, la rémunération doit être suffisante pour attirer et retenir les bons employé(e)s mais aussi éviter toute incitation à la corruption. Nous avons besoin d'un effectif diversifié, reflétant les valeurs et les aspirations de la communauté desservie.

Les fonctionnaires ne pourront exercer leur droit d'organisation et de négociation collective qu'en présence de ressources suffisantes, de politiques efficaces de lutte contre la corruption, de mesures de protection des dénonciateurs et de mécanismes de protection juridique effectifs. Les fonctionnaires doivent être en mesure d'exercer leurs droits en matière d'emploi.

16:30-17:30 1 Nov

Les plus grandes amendes pour corruption

SIEMENS (ALLEMAGNE)
$800 millions 2008

HALLIBURTON (ETATS-UNIS)
$579 millions 2009

DAIMLER AG (ALLEMAGNE)
$185 millions 2010

ABB LTD (SUISSE)
$58 millions 2010

SHELL (ROYAUME-UNI/PAYS-BAS)
$48 millions 2010

$400 millions

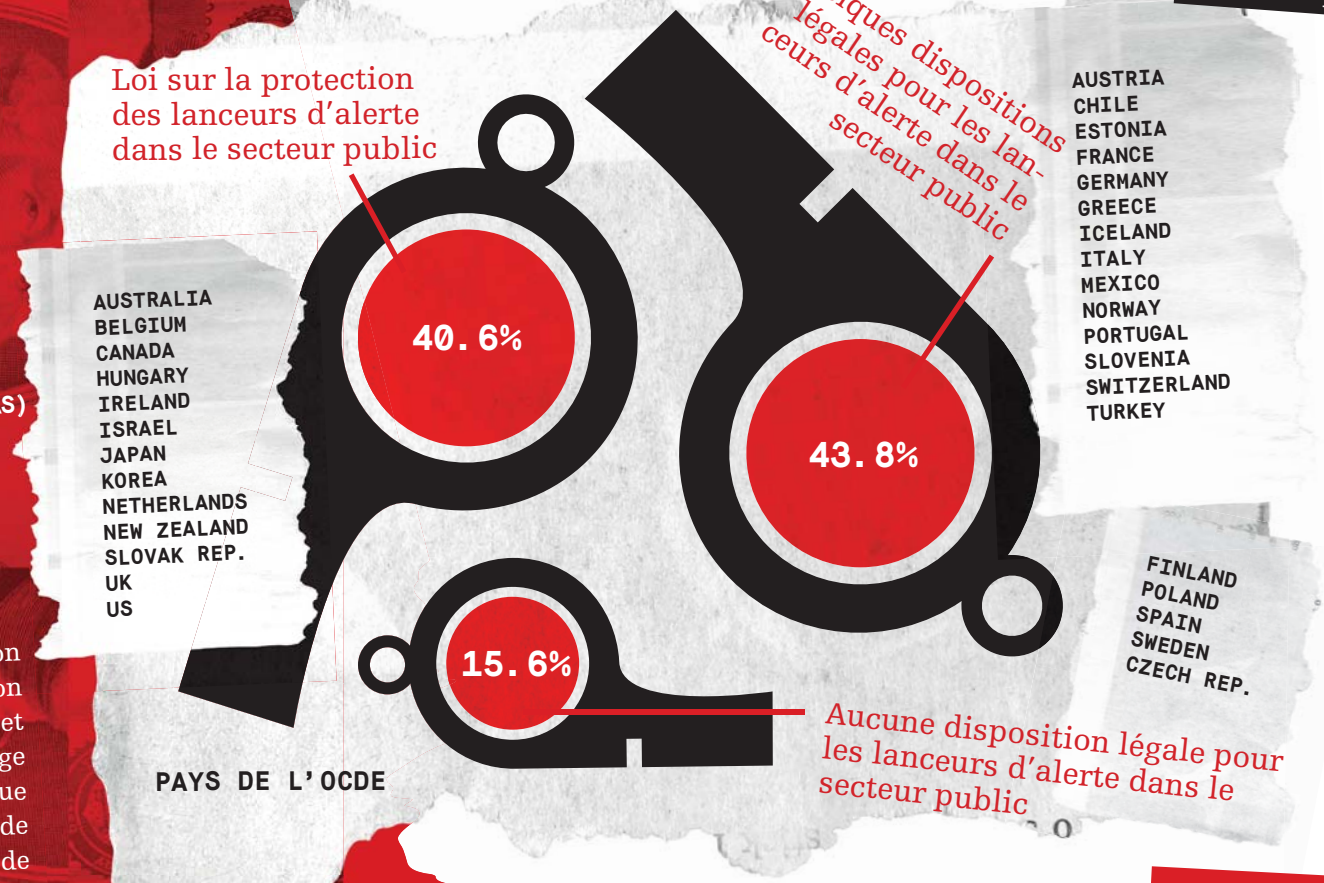
C'est le montant que la Fondation Gates a dépensé pour la promotion des écoles privées: 10x le budget de l'éducation du Libéria. Bridge Academies, une société soutenue par Gates, a repris la gestion de nombreuses écoles publiques de ce pays.

$10 millions

Dépenses de lobbying pour la Corrections Corporation of America, une entreprise de gestion privée des prisons. **97% de leurs revenus proviennent des budgets publics.**

54 pays

ont ratifié la Convention 151 de l'OIT



Chaque dollar de budget alloué aux ministères des impôts **permet de récupérer plus de 99$**

Les « Big Four » sont les quatre cabinets d'audit qui emploient plus de 900 000 personnes - soit près de deux fois le nombre total d'employés des services fiscaux dans tous les pays de l'UE réunis.

50 politiciens de l'UE

se sont lancés dans des activités lucratives de lobbying ou dans l'industrie, y compris le président de la Commission, José Manuel Barroso (Goldman Sachs)

7

SEPTIÈME DÉBAT

L'infrastructure à l'ère de l'austérité

Animé par Dr **Kate Bayliss**, Centre pour la politique de développement et de recherche (CDPR), SOAS, UK

INTERVENANTS

Satoko Kishimoto Chercheuse, Transnational Institute

Henry Garrido Directeur exécutif, Fédération américaine des employé(e)s de l'Etat, des comtés et des municipalités (AFSCME)

José Luis Lingeri Secrétaire général, Syndicat des travailleurs/euses du secteur de l'assainissement du Grand Buenos Aires (SGBATOS), Argentine

Helene Davis-Whyte Secrétaire générale, Association jamaïcaine des fonctionnaires locaux/ales (JALGO)

Le monde souffre d'un important retard en matière d'infrastructure. Dans le monde en développement, des infrastructures de base sont nécessaires afin de faciliter le développement économique et social – 1,8 milliards de personnes consomment actuellement de l'eau contaminée par des matières fécales, s'exposant au risque de choléra, de dysenterie, de typhoïde et de poliomyélite, et 17 pour cent de la population mondiale n'a pas accès à l'électricité. Dans le monde développé, les infrastructures vieilles de plusieurs décennies se dégradent et nécessitent une mise à niveau d'urgence.

Bien que la question de l'accès universel figure désormais à l'ordre du jour des Nations Unies, on nous dit que le financement privé, en cette période d'austérité, constitue la seule réponse. Confrontés aux éléments probants accumulés plusieurs décennies durant et aux vives réactions suscitées par nos campagnes auprès de l'opinion publique, les décideurs, soucieux, aspirent à concevoir des modèles de privatisation plus subtiles à promouvoir. Le G20, l'OCDE et la Banque mondiale promeuvent la financiarisation de l'infrastructure, qui implique d'utiliser les capitaux des fonds de pension et des fonds souverains, elles créent des cadres réglementaires favorables aux entreprises et garantissent les bénéfices des entreprises à travers des fonds publics.

Les éléments de preuve montrent que ces mesures s'accompagnent d'importants risques économiques et sociaux et menacent d'accroître les inégalités et la corruption, étant donné que les sociétés bénéficient d'une aide de l'État, augmentent leurs tarifs et réduisent les salaires de leurs employé(e)s. La nature à long terme de ces arrangements permet à la corruption et à l'incompétence politique de prospérer, elle « verrouille » des contrats rigides, réduit notre capacité à lutter contre le changement climatique et impose aux générations futures un lourd fardeau financier, écologique et social.

Pourtant, des alternatives existent. L'imposition fiscale progressive peut permettre d'augmenter les revenus pour stopper les privatisations. Les stratégies visant à «internaliser» et à «remunicipaliser» ainsi que les partenariats public-public se déploient en nombres croissants autour du monde.

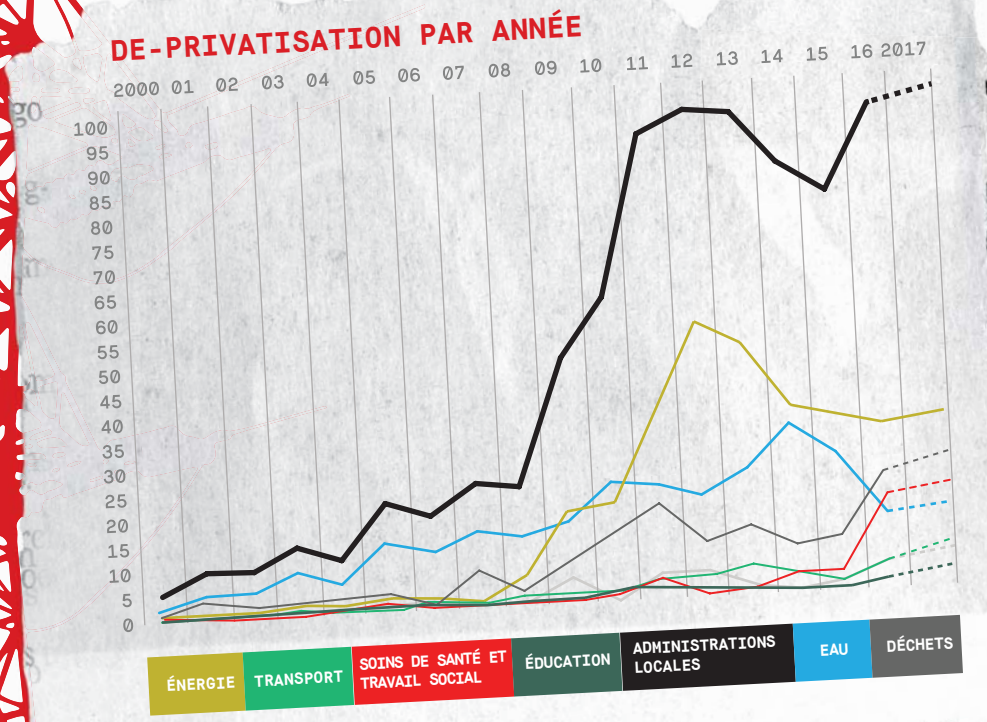
10:15-11:15 2 Nov

Chaque dollar investi dans l'infrastructure publique augmente la production de près de $3. Même le FMI admet que "l'augmentation des investissements dans les infrastructures publiques augmente la production à court et à long terme, en particulier pendant les périodes de ralentissement économique".

80%

des eaux usées ne sont pas traitées. Chaque année, plus de gens meurent à cause d'une eau insalubre que de toute autre forme de violence, y compris la guerre.

Une étude de l'OCDE a montré que les coûts "de la gestion privée des opérateurs d'électricité ... étaient de 23,1% plus élevés que si la gestion était publique."



Une étude française a démontré que les fournisseurs d'eau privés étaient **16,6% plus chers**

1.2 millions de personnes

n'ont pas accès à **l'électricité**

BLESSURE GRAVE À LA TÊTE ET AUX CERVICALES

BLESSURE DU BASSIN

AVORTEMENT CHRONIQUE

Chaque jour, LES FEMMES TRAVAILLENT 200 millions d'heures pour collecter l'eau à travers le monde

A PIED, LES LONGUES DISTANCES SONT DIFFICILES

2,1 milliards

de personnes n'ont pas accès à une eau publique gérée de manière sûre

3,5 millions

de personnes meurent chaque année de la pollution de l'air intérieur, dont une majorité de femmes, principalement à cause de la cuisine.

8

HUITIÈME DÉBAT

Rien dans notre dos

Animé par **Phyllis Opoku-Gyimah**, Responsable des campagnes politiques et de l'égalité au PCS.

INTERVENANTS

Lauro Purcil Jr Président, Syndicat gouvernemental pour l'intégration des employé(e)s porteurs/euses de handicaps divers (GUIDE/PSLINK) Philippines

Fred van Leeuwen Secrétaire général, Internationale de l'Education (IE)

Isolde Kunkel-Weber Présidente, Fédération Syndicale européenne des Services Publics - FSESP, Allemagne

Juneia Batista Présidente, Comité mondial des femmes de l'ISP, Brésil

Dr Ogaufi Matildah Masame Vice-présidente, Syndicat des employé(e)s du secteur public du Botswana (BOPEU)

Tous les travailleurs/euses méritent le respect et la dignité et doivent pouvoir s'exprimer au sein de leurs syndicats et de la société. Reconnaissant que les groupes vulnérables souffrent fréquemment de discriminations multiples, l'ISP promeut des politiques d'égalité, d'équité et de non-discrimination concourant à une société plus inclusive.

Dans le même temps, nous reconnaissons les besoins spécifiques de certains groupes d'employé(e)s ainsi que leurs droits en tant que personnes et en tant que travailleurs/euses. Nous aspirons à constituer une communauté de personnes diversifiée, œuvrant conjointement à la réalisation d'objectifs communs.

Cette séance portera sur les moyens de parvenir à l'égalité entre les sexes, sur les droits des personnes LGBTQI et sur l'insertion des jeunes et des personnes handicapées; il s'agira également de veiller à ce que nos sociétés soutiennent et habilitent les individus les plus vulnérables, y compris à travers la participation à l'élaboration des politiques, la négociation collective et le leadership syndical.

14:00-15:15 2 Nov

Les réductions budgétaires affectent de manière disproportionnée les personnes vulnérables:

x = PIRE QUE LE RESTE DU POPULATION

- 5x — PERSONNES DANS LA PAUVRETÉ
- 9x — PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE
- 19x — PERSONNES AVEC LES HANDICAPS LES PLUS SÉVÈRES

Les femmes travaillent 2/3 des heures dans le monde et pourtant gagnent 1/10 des revenus mondiaux.

Crimes de haine dans le monde

40% POUR DES RAISONS DE RACE
20% POUR DES RAISONS D'ORIENTATION SEXUELLE

1 milliard

de personnes dans le monde souffrent d'une forme de handicap - **15% de la population mondiale.**

50% des femmes assassinées sont tuées par leur mari.

50% **de tous les avortements sont effectués dans des conditions dangereuses** - près d'un tiers sont administrés par des personnes non formées en utilisant des méthodes dangereuses

Sanctions pour l'homosexualité

L'homosexualité est passible de peine de prison dans 68 pays.

EXÉCUTION

SUDAN, IRAN, SAUDI ARABIA, YEMEN, 12 NORTHERN STATES IN NIGERIA, SOUTHERN PARTS OF SOMALIA, MAURITANIA, AFGHANISTAN, PAKISTAN, QATAR AND UAE, IRAQ, DAESH (ISIS / ISIL IRAQ) AND NORTHERN SYRIA.

9

NEUVIÈME DÉBAT

DU PAIN ET DES ROSES:

Faim du cœur, faim du corp

Animé par **Marc Bélanger,** journaliste et producteur d'actualités à RadioLabour.

INTERVENANTS

Dr Emily Porter Syndicaliste d'Iraqi Heritage, Royaume-Uni/Iraq

Dr. Lorretta Johnson Secrétaire-Trésorière, Fédération américaine des enseignant(e)s (AFT)

In Young Jeong Secrétaire général, Division solidarité des travailleurs/euses de l'éducation de la Fédération coréenne des syndicats des travailleurs/euses du secteur public et des transports publics (KPTU-EdSol)

Gülfem Karataş Journaliste, Syndicat des journalistes de Turquie (TGS)

« La femme qui s'échine au travail veut avoir le droit de vivre, pas simplement d'exister — elle veut avoir le droit de vivre ce que la femme riche a le droit de vivre, et profiter du soleil, de la musique et de l'art. Vous n'avez rien que la plus humble des travailleuses n'ait le droit d'avoir elle aussi. L'ouvrière doit avoir du pain mais également des roses. »

— ROSE SCHNEIDERMAN, 1912

Ces mots sont associés à la grève du textile de Lawrence, qui a rassemblé de nombreuses communautés de migrant(e)s et était en grande partie conduite par des femmes. Ils symbolisent les demandes des travailleurs et travailleuses aux quatre coins du globe, revendiquant l'inclusion dans le domaine politique et le droit de vivre dans la dignité, en plus des revendications plus traditionnelles en faveur d'une amélioration des salaires et des conditions de travail. Dans son sens le plus large, la demande inclut l'inclusion dans le domaine politique, l'éducation, la liberté d'expression et l'accès à une vie culturelle riche.

Toutefois, dans un monde où le fondamentalisme du marché et le mercantilisme s'immiscent toujours davantage dans tous les domaines de la vie, la nature de ces activités tout autant que l'accès à celles-ci sont limités. On paie pour entrer au musée, les bibliothèques et les piscines ferment leurs portes, l'art est commercialisé, les parcs nationaux sont en situation de sous-financement, la presse répond à un but lucratif, le sport est devenu un gros marché et l'éducation est privatisée.

Garantir le principe d'accès égal pour toutes et tous, tout en veillant à ce que l'art et la culture ne se contentent pas de reproduire le paradigme économique et social dominant, nécessite un appui et un financement publics. Mais alors que sévit l'austérité, ils sont souvent les premières victimes. Qui plus est, l'éducation, la culture, les médias et l'art sont de puissants vecteurs de changement social, trop souvent sous-exploités par la gauche face à ces attaques.

Fonctionnaires, artistes, éducateurs/trices, journalistes et travailleurs/euses du secteur culturel incarnent ces valeurs ; ils représentent des piliers essentiels à leur réalisation et apparaissent souvent en première ligne pour les défendre. Leur contribution dépasse le cadre de la transaction marchande, souvent aussi au prix d'énormes sacrifices.

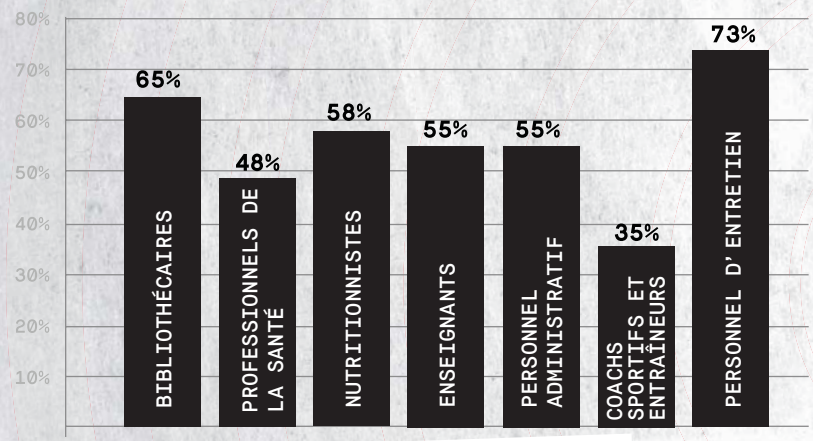
3 Nov

09:00-10:00

« LA BEAUTÉ ES DANS LA RU »

Les médias publics sont attaqués dans le monde entier.

POURCENTAGE D'AFFILIÉS DE L'ISP DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION QUI REPRÉSENTENT LES TYPES DE TRAVAILLEURS SUIVANTS :

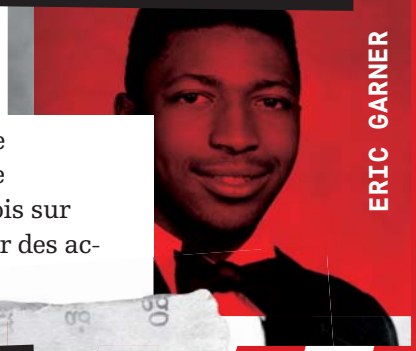


L'espace public est souvent qualifié de **'salon du pauvre'**, ce qui laisse entrevoir son importance particulière pour le développement récréatif, social et économique des groupes vulnérables - ONU-Habitat

Khaled al-Asaad, directeur du Musée de Palmyre, a été décapité par l'Etat islamique pour avoir caché d'anciens objets culturels qu'ils cherchaient à détruire.

KHALED AL-ASAAD

Les budgets militaires mondiaux représentent deux fois le montant des budgets de l'éducation



ERIC GARNER

Après que la police ait étouffé à la mort de l'adolescent noir Eric Garner, une vidéo de l'incident a été partagée des millions de fois sur les réseaux sociaux et a permis de garantir des accusations de meurtre contre les policiers.

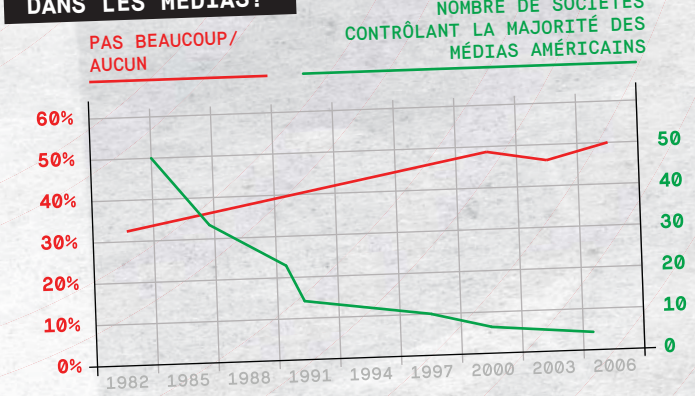
4% des américains disent avoir confiance dans les nouvelles qu'ils ont reçues par les médias sociaux, mais...

65% ont déclaré utiliser les médias sociaux comme source d'information.

KOSTAS VAXEVANIS

Kostas Vaxevanis a été arrêté pour avoir publié les noms de plus de 2000 Grecs avec des comptes bancaires secrets en Suisse. Le gouvernement grec avait la liste depuis deux ans mais n'a poursuivi aucune accusation d'évasion fiscale par crainte de déranger les élites.

EST-CE QUE VOUS AVEZ CONFIANCE DANS LES MÉDIAS?



Trouvez des informations complémentaires concernant les artistes se produisant pendant le Congrès mondial sur le site du Congrès de PSI.

ÉVÈNEMENTS SOCIAUX ET CULTURELS

Le Congrès mondial est une occasion unique de nouer des relations personnelles qui contribueront à notre tâche commune pour les cinq années à venir!

29 OCT

DIMANCHE

Conférence publique et évènement social LGBT ISP-IE

MAMBO

18:00-21:00

Inscription obligatoire

Pour les participant(e)s au Forum LGBTI de l'ISP-IE, le lundi 30 octobre

31 OCT

MARDI

bfm.ch/en/

1 NOV

MERCREDI

Gala ISP

BATIMENT DES FORCES MOTRICES (BFM)

19:00-23:00

Ouvert à toutes et tous

Nous serons heureux d'accueillir l'ensemble des participant(e) au Congrès de l'ISP au BFM, site post-industriel impressionnant ancré en plein milieu du Rhône, au cœur de Genève, abritant une salle de spectacle.

Un divertissement musical vous sera proposé par Emir Kusturica et le No Smoking Orchestra, groupe mondialement connu. Ce groupe, à l'écart des sentiers battus de l'industrie du spectacle, est un symbole du mouvement alter-mondialiste et un paradoxe unique de l'environnement dont il est issu. L'album Unza Unza Time, propose un genre de rumba frénétique issue des Balkans, qui mélange rock and roll et musique tzigane... sans référence particulière à une patrie unique.

new.thenosmokingorchestra.com

Manifestation du congrès de l'ISP

PLACE DES NATIONS

PAUSE-DÉJEUNER

Ouvert à toutes et tous

Assurez-vous d'apporter vos bannières syndicales pour ce grand rassemblement en soutien aux fonctionnaires des Nations Unies et aux droits syndicaux de tous/tes les travailleurs/euses des services publics.

1
NOV

MERCREDI

Évènement social destiné aux Jeunes travailleurs/euses

LE SCANDALE
20:00-23:00
Inscription obligatoire

Pour les participant(e)s au Séminaire des Jeunes travailleurs/euses

Une Journee: Projection spéciale

CICG
18:30-20:30
Ouvert à toutes et tous

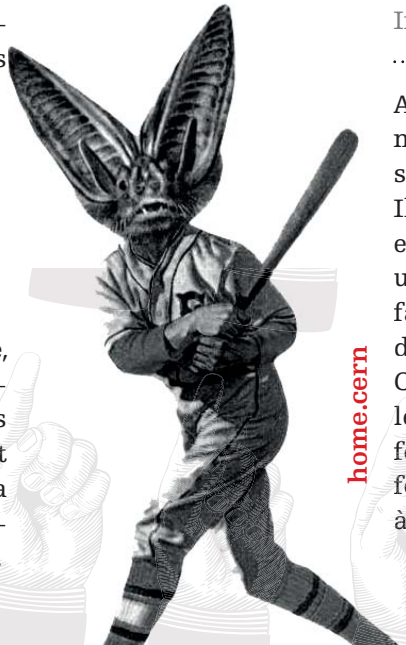
En préparation du Congrès, l'équipe de communication de l'ISP a rencontré des membres et des affiliés dans le monde entier en vue de créer une courte série de films qui se penchent sur les enjeux, les succès et la vie quotidienne des travailleurs/euses des services publics.
Nous suivrons avec attention la vie de syndicalistes qui luttent contre les privatisations, sont victimes de torture perpétrées par des dictateurs, font face à des catastrophes dramatiques tout en rendant leur communauté plus forte grâce à leur action. Ces films seront présentés en avant-première au Congrès de l'ISP.

Musée de la Croix-Rouge

RED CROSS MUSEUM
18:00-20:00
Inscription obligatoire

redcrossmuseum.ch

L'exposition permanente du musée de la Croix-Rouge, "L'Aventure humanitaire", présente trois problèmes contemporains qui sont particulièrement préoccupants pour l'ISP et ses membres et qui, dans une perspective plus large, influenceront notre avenir dans les prochaines décennies : la défense de la dignité humaine, la restauration des liens familiaux et la réduction des risques naturels. Visites guidées en plusieurs langues.



2
NOV

JEUDI

Soirée cinéma: I, Daniel Blake

CICG
18:30-20:30
Ouvert à toutes et à tous

bit.ly/1PtNL6l

I, Daniel Blake est un film dramatique de 2016 réalisé par Ken Loach. Il met en scène Dave Johns dans le rôle de Daniel Blake, qui est privé d'allocation d'emploi et de soutien bien que son médecin l'ait déclaré inapte au travail. Il s'agit d'une critique cinglante des politiques d'austérité et de leurs conséquences pour les services publics et pour le grand public. Le film a reçu la Palme d'Or au Festival de Cannes 2016, le Prix du public au Festival international du film de Locarno en 2016 et le Prix du meilleur film britannique de la BAFTA en 2017.

Visite du CERN

CERN
Départ du bus au CICG 18:00, jusqu'à 20h30
Inscription obligatoire

home.cern

Au CERN, l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire, des physiciens et des ingénieurs sondent la structure fondamentale de l'univers.
Ils utilisent les instruments scientifiques les plus grands et les complexes du monde pour étudier les constituants ultimes de la matière – les particules élémentaires. On fait entrer les particules en collision à une vitesse proche de celle de la lumière.
Ce processus aide les physiciens à comprendre comment les particules interagissent et donne un aperçu des lois fondamentales de la nature. Le laboratoire du CERN, fondé en 1954, est implanté à la frontière franco-suisse, à proximité de Genève.

Félicitations ! Vous avez été désigné(e) en tant que délégué(e) ou observateur/trice pour représenter votre syndicat au 30ème Congrès de l'ISP 2017 à Genève.

Vous trouverez ici les principales informations relatives à vos droits et prestations qui s'appuient en grande partie sur deux sources : les Statuts de l'ISP (annexe 4) et le Règlement du Congrès.

DÉLÉGUÉ(E)S/OBSERVATEURS/TRICES

Informations générales

INSCRIPTION

• A votre arrivée, inscrivez-vous au bureau des inscriptions de l'ISP au CICG où se tiendra le Congrès.

• Si votre délégation comprend plus d'un(e) représentant(e), une personne mandatée peut inscrire l'ensemble de la délégation.

• Dates et heures d'inscription : le 28 octobre de 12h00 à 19h00 et le 29 octobre de 8h00 à 19h00.

PLACEMENT

• Les délégué(e)s et observateurs/trices seront placé(e)s par délégation.

• Le plan de répartition des places sera publié par divers moyens. Ce plan prévoit l'accueil des nombreux participant(e)s et présente la disposition particulière du site.

• Le jeudi 2 novembre en matinée, le plan de répartition des places sera modifié pour certaines délégations.

CHEF/FE DE DELEGATION

• Chaque délégation est conduite par son/sa « Chef/fe de délégation ».

• Si l'affilié est représenté par un/une seul(e) délégué(e), celui-ci/celle-ci sera automatiquement désigné(e) comme « Chef/fe de délégation ».
• Le Chef de délégation a les mêmes droits qu'un(e) délégué(e).

• En cas de vote par appel nominal, seul le/la Chef/fe de délégation vote pour son syndicat.

DELEGUE(E)S

• Ils ont le droit de vote pour chaque motion présentée.

• Le vote se déroulera par voie électronique ou à main levée en brandissant sa carte de délégué(e), carte remise au moment de l'inscription.

REGLEMENT DU CONGRES

• Toutes les délibérations du Congrès sont régies par le Règlement du Congrès. Le projet de Règlement proposé par la Commission du règlement (SOC) sera adopté par le Congrès lors de sa première session et deviendra définitif après adoption.

• La Commission du règlement est mandatée pour superviser les délibérations du Congrès. Toute modification de l'ordre des travaux sera abordée par la SOC qui se réunit tous les jours à l'issue du Congrès.

PRISE DE PAROLE LORS DU CONGRES

• Tous/tes les délégué(e)s ont le droit de s'exprimer lors du Congrès.

• Pour prendre la parole, ils/elles doivent suivre un certain nombre de règles : ces règles sont précisées dans le Règlement du Congrès. Ils/elles devront remplir un « Formulaire de demande de prise de parole » et le remettre à la table des intervenants avant la fin de la session précédente. Le formulaire de demande de prise de parole sera remis à tous les délégué(e)s lors de leur inscription.

• Les affiliés qui présentent des résolutions ou des amendements sont invités à informer le secrétariat du nom du/de la délégué(e) qui s'exprimera.

• Les temps de parole pour chaque session sont définis dans le Règlement. Pour les détails : Règlement, paragraphe 4.3.

OBSERVATEURS/TRICES

• Ils/elles observent les délibérations.

• Cependant, cette règle pourra être suspendue dans certaines circonstances, comme les sessions de table ronde qui seront ouvertes à tous/tes les délégué(e)s, observateurs/trices, invité(e)s et membres du personnel de l'ISP. Tous/tes les participant(e)s pourront s'exprimer.

DELIBERATIONS

Le Congrès s'attachera à examiner les **motions formelles** et offrira un **forum de discussion** et d'échange.

• Les **motions formelles** soumises au Congrès pour examen et approbation ont fait l'objet d'une large consultation dans les régions et sous-régions, début 2017. Elles concernent:

1. Le projet de programme d'action 2018-2022 (une résolution du Conseil exécutif) et les amendements afférents,

2. Les projets de résolutions et d'amendements,

3. Le projet de statuts (également une résolution du Conseil exécutif) et les amendements afférents,

Et toute autre résolution approuvée par le Conseil exécutif.

• Le forum de discussion s'intéressera à diverses questions relatives au secteur public. Ces questions seront présentées par des intervenants spécialisés lors de neuf tables rondes interactives qui permettront un débat d'ensemble.

• Lors des sessions qui suivront les tables rondes, le président du Congrès présentera les différentes résolutions relatives au thème en question. Les résolutions feront l'objet d'un débat et d'un vote.

• Les résolutions d'urgence ne peuvent être soumises que dans des circonstances exceptionnelles comme l'indique l'appendice 4 des Statuts, « Résolutions », paragraphe f).

ELECTIONS

• Le Congrès procédera à l'élection du/de la Président(e) de l'ISP et de son/sa Secrétaire général(e) pour la prochaine période de mandat.

• Dave Prentis, l'actuel Président, et Rosa Pavanelli, l'actuelle Secrétaire générale, se représentent, sans opposition.

• Les élections seront supervisées par deux personnes chargées des élections nommées par le Conseil exécutif de l'ISP : Morna Ballantyne, PSAC, Canada, et Tomio Ishihara, JPSU, Japon.

• Cette élection ne se déroulera pas à main levée mais selon la procédure du vote par appel nominal. Le vote par appel nominal tient compte des effectifs cotisants de chaque syndicat au cours de la période de Congrès.

• Tous les documents nécessaires à un vote par appel nominal seront remis au/à la Chef de délégation lors de l'inscription. Seul le/la Chef de délégation vote pour son syndicat.

PARRAINAGE

• Certain(e)s délégué(e)s ont été désigné(e)s par leurs (sous)-régions pour bénéficier d'une aide financière de l'ISP afin d'améliorer la démocratie et la participation.

• Concrètement, cette aide sera gérée par la région et la sous-région avec l'aide du personnel concerné.

• Les lieux et horaires seront présentés lors des sessions plénières.

DOCUMENTS

Vous devrez prendre connaissance des documents suivants:

• *Motions et amendements mentionnés ci-dessus au point « Délibérations »*
• *Ordre des travaux du Congrès (programme)*
• *Règlement du Congrès*
• *Annexe 4 des Statuts de l'ISP*

Tous les documents sont disponibles @
http://congress.world-psi.org/pop-documents/

VISION (SWEDEN)

Contribution aux délégués d'autres régions

SYNDICAT DE TRAVAILLEURS NON-ACADEMIC DES UNIVERSITES (NASU), NIGERIA

Contribué pour l'événement du jeunes travailleurs.

Contribution aux délégués d'autres régions

FIPSU (SYNDICATS FINLANDAIS DES SERVICES PUBLICS)

PUBLIC SERVICE ALLIANCE OF CANADA (PSAC)

Contribution à la visite du Musée de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, aux panneaux photographiques et à la production de sacs du congrès.

KOMMUNAL – SYNDICAT DES TRAVAILLEURS MUNICIPAUX SUÉDOIS

Contribution à la participation des femmes et des jeunes délégués des secteurs municipaux au congrès.

ALLIANCE DE LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA (AFPC)

Contribution à la participation des femmes déléguées des régions Afrique et Inter Amérique

UNISON (ROYAUME-UNI)

Contribution à l'événement parallèle LGBTQI, aux cadeaux du congrès et aux panneaux photographiques

MERCI AUX AFFILIÉS CONTRIBUTEURS!

L'ISP remercie les syndicats suivants pour leurs contributions supplémentaires afin de soutenir les coûts du Congrès et de permettre aux délégués du monde entier de participer, qui autrement n'auraient pas pu le faire.

ÖGB YOUNION (AUTRICHE)

Contribution aux rafraîchissements du Gala, au matériel visuel du Congrès, à l'événement des jeunes travailleurs et aux séries de films de l'ISP

VPOD-SSP (SUISSE)

Contribution au chocolat pour tous les participants au Congrès

FÉDÉRATION DE LA FONCTION PUBLIQUE DE LA COMMUNAUTÉ ET DU SECTEUR PUBLIC / FÉDÉRATION DE LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ÉTAT (AUSTRALIE)

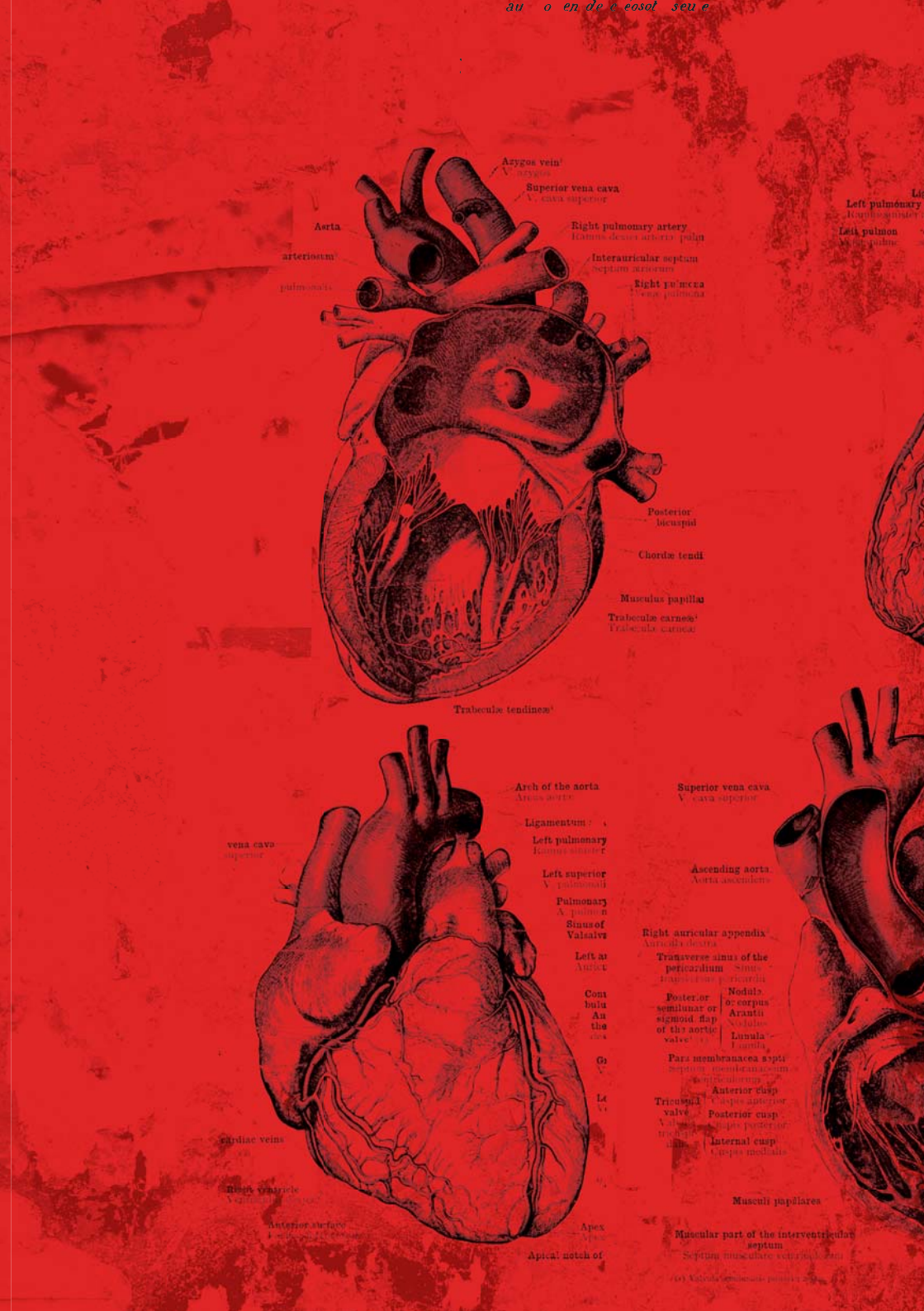
Contribution au matériel visuel du Congrès, aux séries de films de l'ISP et aux événements sociaux.

UNION NORVÉGIENNE DE LA FONCTION PUBLIQUE (NTL)

Contribution à la participation des délégués de la région Afrique et Arabe au Congrès

Note: Les syndicats pré-cités sont ceux qui ont envoyé des contributions avant le 18/10/2017.

Nous remercions tous les syndicats qui ont envoyé leurs contributions après cette date.


Azygos vein
Superior vena cava
Aorta
Right pulmonary artery
Interauricular septum
Right pulmonary
Posterior bicuspid
Chordæ tendi
Musculus papillar
Trabeculæ carneæ
Trabeculæ tendineæ
Arch of the aorta
Superior vena cava
Ligamentum
Left pulmonary
vena cava
Left superior
Pulmonary
Sinus of Valsalva
Ascending aorta
Right auricular appendix
Transverse sinus of the pericardium
Posterior semilunar or sigmoid flap of the aortic valve
Nodule or corpus Arantii
Lunula
Pars membranacea septi
Anterior cusp
Tricuspid valve
Posterior cusp
Internal cusp
cardiac veins
Musculi papillares
Muscular part of the interventricular septum
Apex
Apical notch of